

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 2217

[S — C — 2004/29190]

**12 MAI 2004. — Décret relatif aux centres d'archives privées en Communauté française de Belgique (1)**

Le Parlement a adopté et nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

*Section 1<sup>re</sup>. — Définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent décret, on entend par :

1° Archives privées

Tous documents

1) quels que soient leur forme et leur support matériel, produits - c'est-à-dire créés. ou reçus -

2) conservés par toute personne physique ou morale, tout service, tout groupe de personnes et organismes de droit privé, documents qui contiennent des informations relatives aux activités d'entreprises commerciales, industrielles ou artisanales, d'organismes ou d'organisations sociaux, syndicaux, patronaux, politiques, environnementaux, généalogiques ou culturels ou d'établissements d'enseignements existants ou dissous, au domaine de la création et de l'activité artistiques,

3) à l'exception des biens du domaine public ou privé fédéral ou d'une autre Région ou Communauté ainsi que les archives de particuliers qui y sont relatives

4) dont le ou les propriétaires souhaitent le versement en tout ou en partie à un centre d'archives privées

2° Producteur d'archives

Tout personne physique ou morale, tout service, tout groupe de personnes et organismes de droit privé qui constitue des archives.

3° Centre d'Archives privées

Association sans but lucratif, Association internationale sans but lucratif ou Fondation au sens de la loi du 27 juin 1921, qui, en Communauté française, fait preuve d'une activité régulière et approfondie en matière de sauvegarde et d'exploitation du patrimoine archivistique défini au présent article, 1°.

Sont exclus les services d'archives organisés directement ou indirectement par un musée, une université, une institution de recherche agréée, une bibliothèque publique ou liés à un organisme à but lucratif en activité au moment de l'agrément.

4° Conseil des Centres d'archives privées

Conseil visé à l'article 10 du présent décret.

5° Comité

Comité de pilotage des Centres d'Archives privées.

6° Projet

Activité, dont le but et la durée dans le temps sont délimités, qui vise la mise en valeur d'archives au niveau scientifique, culturel et archivistique.

7° Réseau

Mise en place de collaborations scientifiques et techniques permettant la valorisation de catalogues et d'inventaires des Centres d'Archives privées, notamment par le biais d'Internet.

*Section 2. — De l'agrément*

**Art. 2.** Le Gouvernement peut agréer, pour une période de cinq ans renouvelable, après avis du Conseil des Centres d'archives privées, les Centres d'Archives privées qui répondent aux conditions suivantes :

1° Être constitué en asbl, en Association internationale sans but lucratif ou en Fondation et pouvoir faire la preuve de la publication de ses statuts.

2° Recueillir, classer, inventorier et assurer la conservation physique des archives visées à l'article 1<sup>er</sup> soit sur place, soit en responsabilité de manière décentralisée.

3° Rendre ces archives accessibles au public dans le respect des conventions de don, de dépôt et de gestion qui les concernent et dans les délais légaux de protection de la vie privée des personnes.

4° Disposer d'un local de conservation et d'une salle de consultation des archives ouverte au public.

5° Attester d'une existence et d'une activité en la matière depuis au moins cinq ans au moment de l'introduction de la demande d'agrément.

6° Disposer ou procéder à l'engagement d'une personne responsable de la conservation et de la consultation qui doit avoir les qualifications visées à l'article 3.

7° Fournir un aperçu des fonds et collections d'archives conservés ou traités, leur mode de classement et les instruments de recherche disponible ainsi que le relevé des activités scientifiques, pédagogiques, de formation ou des publications des cinq dernières années.

8° Etre capable de répondre aux conditions techniques définies à l'article 12, en vue notamment du développement de leur accès à un public large et diversifié.

9° Participer à la recherche scientifique au niveau local, régional, communautaire et international, notamment en favorisant l'accueil des chercheurs en Histoire et des étudiants.

10° S'engager à participer au réseau décrit à l'article 1<sup>er</sup>, 7°.

11° Le Centre d'Archives privées agréé est tenu de remettre chaque année au Gouvernement, au Conseil des Centres d'archives privées et à l'Administration, un rapport d'activités, administratif et financier présentant les réalisations et projets.

### Section 3. — De la subvention

**Art. 3.** Dans la limite des moyens budgétaires, le Gouvernement peut octroyer une subvention annuelle aux Centres d'Archives privées agréés qui répondent aux conditions minimales suivantes :

1° Recueillir, classer, inventorier et assurer la conservation physique des archives visées à l'article 1<sup>er</sup> soit sur place, soit en responsabilité de manière décentralisée.

2° Rendre ces archives accessibles au public dans le respect des conventions de don, de dépôt et de gestion qui les concernent et dans les délais légaux de protection de la vie privée des personnes.

3° Disposer d'un local de conservation et d'une salle de consultation des archives ouverte au public.

4° Disposer ou procéder à l'engagement :

1) d'au moins un responsable scientifique titulaire d'une licence en histoire délivrée par une université belge ou dont l'équivalence a été officiellement reconnue en vertu de la législation sur la collation des grades académiques.

2) d'au moins un responsable administratif titulaire d'une licence en Histoire délivrée par une université belge ou dont l'équivalence a été officiellement reconnue en vertu de la législation sur la collation des grades académiques, d'un graduat en bibliothéconomie ou d'un brevet de bibliothécaire-documentaliste délivré par la Communauté française.

Le Gouvernement arrête la liste des autres titres et grades qui peuvent éventuellement être pris en compte pour 1) et 2).

5° Disposer d'un inventaire des fonds et collections d'archives conservés ou traités accessible au public.

6° Répondre aux conditions techniques définies à l'article 12, en vue notamment du développement de leur accès à un public large et diversifié.

7° Participer à la recherche scientifique au niveau local, régional, communautaire et international, notamment en favorisant l'accueil des chercheurs en Histoire et des étudiants.

8° Participer au réseau décrit à l'article 1<sup>er</sup>, 7°.

**Art. 4.** Dans la limite des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue la subvention annuelle aux centres agréés par la Communauté française en vertu du présent décret qui comprend :

- les subventions de traitement des personnes indispensables au bon fonctionnement du centre visées à l'article 3 du présent décret,

- un subside forfaitaire de fonctionnement,

- un subside en fonction d'activités effectivement prestées.

Pour le calcul des subventions de traitement, le Gouvernement fixe les échelles de traitement et les conditions qui y sont liées.

Le Gouvernement arrête les modalités de calcul et de contrôle de l'octroi des subventions.

**Art. 5.** L'octroi d'une subvention en application du présent décret n'exclut pas du bénéfice de subventions accordées en vertu d'autres législations ou réglementations auxquelles satisferait le Centre d'Archives privées agréé.

**Art. 6.** La subvention annuelle de la Communauté française est liquidée en deux tranches : la première, de 75%, est liquidée au plus tard à la fin du deuxième trimestre de l'année concernée. Le solde de la subvention est liquidé au plus tard trois mois après la production des justificatifs requis.

### Section 4. — De la suspension ou du retrait de la subvention et/ou de l'agrément

**Art. 7.** L'agrément ou la subvention peuvent être suspendues par le Gouvernement si le Centre d'archives privées agréé ne répond plus aux conditions fixées par ou en vertu du présent décret.

La suspension ne peut être prononcée qu'après que le Centre d'archives privées agréé ait été mis en demeure, par lettre recommandée à la poste, de se mettre en conformité aux dispositions prévues par ou en vertu du présent décret.

Un délai de trois mois doit séparer la mise en demeure susvisée et la décision de la suspension de l'agrément ou de la subvention, cette dernière est notifiée par lettre recommandée à la poste.

**Art. 8.** Le bénéfice de l'agrément ou de la subvention est retiré au Centre d'archives privées agréé qui ne démontre pas s'être mis en conformité aux dispositions prévues par ou en vertu du présent décret dans un délai de six mois prenant cours le lendemain de l'envoi de la décision de suspension visée à l'article 7.

Le retrait est notifié par le Gouvernement au Centre d'Archives privées par lettre recommandée à la poste.

**Art. 9.** Le retrait de l'agrément entraîne le retrait de la subvention. Un nouvel agrément du Centre d'archives privées peut être accordée par le Gouvernement, sur avis du Conseil des Centres d'archives privées, dès que le Centre peut faire la preuve que les conditions d'agrément sont à nouveau remplies.

#### Section 5. — Du Conseil de Centres d'archives privées

**Art. 10.** Il est créé un Conseil des Centres d'archives privées. Le Conseil des Centres d'archives privées émet d'initiative ou à la demande du Gouvernement des avis et recommandations. Le Conseil des Centres d'archives privées peut s'associer des experts extérieurs.

Une fois par an au minimum, et plus s'il l'estime nécessaire, le Conseil des Centres d'archives privées organise une réunion conjointe du Conseil des Centres d'archives privées et du Comité.

Les missions du Conseil des Centres d'archives privées sont notamment la remise d'avis au Gouvernement sur la politique globale des Archives en Communauté française et sur les demandes d'agrément et de subvention. Après audition des Centres, le Conseil des Centres d'archives privées remet une évaluation annuelle au Gouvernement sur les rapports annuels qui lui ont été remis par les Centres et les activités réalisées par ceux-ci. Ce rapport est également communiqué aux Centres par le Conseil des Centres d'archives privées.

Il est composé de huit personnalités reconnues pour leurs compétences en archivistique contemporaine dont un pour sa compétence reconnue au niveau international et deux autres pour leurs compétences en nouvelles technologies ainsi que de trois membres du personnel académique et scientifique des universités francophones délivrant le titre de licencié en Histoire ou en Sciences de l'Information et de la Documentation.

#### Section 6. — Du Comité de pilotage

**Art. 11.** Il est créé un Comité de pilotage.

Il est composé de droit d'un représentant scientifique de chacun des Centres d'Archives privées agréés et de chacun des Centres d'Archives privées conventionnés et de deux personnalités reconnues pour leurs compétences en matière d'archivistique contemporaine.

Le Comité peut s'associer des experts extérieurs.

Le Comité se réunit au moins trois fois par an.

Les missions et objectifs du Comité sont notamment

- 1) le développement et la tenue d'un réseau entre les Centres d'Archives privées tel que défini à l'article 1, 7°, notamment par la mise en place de synergies et de projets communs,
- 2) la définition de procédures scientifiques et techniques communes,
- 3) la remise d'avis au Conseil des Centres d'archives privées sur les normes techniques à adopter,
- 4) la définition de la politique en matière d'équipement technique,
- 5) la garantie d'un accès à l'information aux publics les plus larges possibles dans un esprit de démocratie.

Le Comité peut solliciter par écrit auprès du Président du Conseil des Centres d'archives privées l'organisation d'une réunion du Conseil des Centres d'archives privées et du Comité sur un sujet précis, en sus de la réunion annuelle prévue à l'article 10.

Le Gouvernement détermine à qui il confie le secrétariat du Comité de pilotage. Le Comité de pilotage adresse annuellement un rapport d'activités au Conseil des Centres d'archives privées supérieur des Centres d'Archives privées.

#### Section 7. — Des normes techniques et des conditions de conservation

**Art. 12.** Le Gouvernement détermine, après avis du Conseil des Centres d'archives privées, la normalisation des techniques d'archivage propres au secteur, les conditions de conservation et de communication des documents, et ce dans le cadre des conditions d'agrément et de subventionnement des Archives privées définies aux articles 2 et 3.

Le Gouvernement détermine le calendrier de la mise en oeuvre des normes et conditions.

#### Section 8. — Dispositions transitoires et abrogatoires

**Art. 13.** Les institutions dont le personnel ne possède pas les titres requis à l'article 3, 4°, 1) et 2), peuvent, à titre transitoire, accéder à la subvention, pourvu qu'il justifie une expérience de cinq ans minimum dans le secteur concerné. Pour tout nouvel engagement, le personnel est tenu de souscrire aux règles prescrites.

**Art. 14.** Les conventions en cours restent en vigueur jusqu'à leur terme.

Jusqu'à la mise en place du Conseil des Centres d'archives privées, le Gouvernement peut agréer de nouveaux centres sans le rapport de l'instance d'avis.

Le Conseil des Centres d'archives privées doit être installé le premier jour du deuxième mois après l'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 15.** 1° Le décret du 14 juillet 1994 portant agrément et subvention des centres d'Archives privées en Communauté française modifié par le décret du 22 décembre 1995 modifiant le décret du 13 juillet 1994 portant agrément et subvention des centres d'Archives privées en Communauté française sont abrogés.

2° L'arrêté du 1<sup>er</sup> février 1995 du Gouvernement de la Communauté française portant nomination des membres du Conseil des Centres d'Archives privées en Communauté française de Belgique modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 février 1997 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1<sup>er</sup> février 1995 portant nomination des membres du Conseil des Centres d'archives privées en Communauté française de Belgique sont abrogés.

3° L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 1995 relatif à l'agrément et au subventionnement des Centres d'archives privées est abrogé.

*Section 9. — Entrée en vigueur*

**Art. 16.** Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 mai 2004.

Le Ministre-Président, Chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,  
de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. NAZETTE

Le Ministre du Budget,  
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
O. CHASTEL

La Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

(1) *Session 2003-2004*

Documents du Conseil.- Projet de décret, n° 536-1. - Rapport, n° 536-2.

*Compte rendu intégral.* - Discussion et adoption. Séance du 5 mai 2004.

VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 2217

[C — 2004/29190]

**12 MEI 2004. — Decreet betreffende de centra voor private archieven in de Franse Gemeenschap van België (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

*Deel 1. — Definities*

**Artikel 1.** In dit decreet wordt verstaan onder :

1° Private archieven

Alle documenten

1) die, ongeacht hun vorm of materiële drager, gevormd worden – dit wil zeggen opgemaakt of ontvangen –

2) bewaard door elke natuurlijke persoon, rechtspersoon, dienst, groep van personen of privaatrechtelijke instelling, waarbij deze documenten informatie bevatten over de activiteiten van commerciële, industriële of artisanale ondernemingen, van sociale, politieke, genealogische, culturele instellingen of organisaties, van vakbonden, werkgeversorganisaties of milieubewegingen, of van bestaande of ontbonden onderwijsinstellingen op het gebied van kunstcreatie en kunstactiviteit,

3) met uitzondering van de goederen van het openbaar of privaat domein van de federale staat of van een ander Gewest of een andere Gemeenschap alsook de archieven van particulieren die hierop betrekking hebben

4) waarvan de eigenaar(s) ze geheel of gedeeltelijk wenst/wensen over te maken aan een centrum voor private archieven.

2° Vormer van archieven

Elke natuurlijke persoon of rechtspersoon, dienst, groep van personen of privaatrechtelijke organisme dat archieven samenstelt.

3° Centrum voor Private Archieven

Vereniging zonder winstoogmerk, internationale vereniging zonder winstoogmerk of stichting in de zin van de wet van 27 juni 1921 die binnen de Franse Gemeenschap blijkt geeft van een regelmatige en diepgaande activiteit aangaande de bescherming en het gebruik van het patrimonium van archieven bepaald in dit artikel, 1°.

Met uitzondering van de archiefdiensten die rechtstreeks of onrechtstreeks georganiseerd worden door een museum, universiteit, een erkende onderzoeksinstituut of een openbare bibliotheek, of die verbonden zijn aan een instelling met winstoogmerk die werkzaam is op het moment van de erkenning.

## 4° Raad voor de Centra voor Private Archieven

Raad bedoeld in artikel 10 van dit decreet.

## 5° Comité

Adviescomité voor de Centra voor Private Archieven

## 6° Project

Activiteit waarvan het doel en de duur in de tijd beperkt zijn, die erop gericht is om archieven op wetenschappelijk, cultureel en archivistisch niveau productief te maken.

## 7° Netwerk

Het uitbouwen van wetenschappelijke en technische samenwerkingsverbanden waardoor de catalogen en inventarissen van de Centra voor Private Archieven, in het bijzonder via internet, benut kunnen worden.

*Deel 2. — De erkenning*

**Art. 2.** De Regering kan voor een hernieuwbare periode van vijf jaar, na advies van de Raad voor de Centra voor Private Archieven, de Centra voor Private Archieven erkennen die aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° Opgericht zijn als vzw, als internationale vereniging zonder winstoogmerk of als stichting en de publicatie van zijn statuten kunnen bewijzen.

2° Verzamelen, klasseren, inventariseren en het verzekeren van de fysieke bewaring van de archieven bedoeld in artikel 1 ofwel ter plaatse, ofwel als gedecentraliseerde verantwoordelijkheid.

3° Deze archieven toegankelijk maken voor het publiek met naleving van de betrokken conventies over schenking, bewaring en beheer binnen de wettelijke termijnen van bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

4° Beschikken over een lokaal voor de bewaring evenals een zaal voor de raadpleging van de archieven, die openstaat voor het publiek.

5° Een bestaan en een activiteit op dit gebied van ten minste vijf maanden op het moment dat de aanvraag tot erkenning wordt ingediend, bewijzen.

6° Beschikken over of overgaan tot het in dienst nemen van een persoon die verantwoordelijk is voor de bewaring en raadpleging, die de opleiding bedoeld in artikel 3 genoten moet hebben.

7° Zorgen voor een overzicht van de bewaarde of behandelde fondsen en verzamelingen van archieven, hun classificatiewijze en de beschikbare instrumenten voor opzoeking alsook de lijst van de wetenschappelijke activiteiten, pedagogische activiteiten en opleidingsactiviteiten of van de publicaties van de laatste vijf jaar.

8° In staat zijn om aan de technische voorwaarden gedefinieerd in artikel 12 te kunnen voldoen, in het bijzonder met de bedoeling dat een groot en verscheiden publiek tot de archieven toegang kan hebben.

9° Deelnemen aan wetenschappelijk onderzoek op lokaal niveau, gewestelijk niveau, gemeenschapsniveau en internationaal niveau, in het bijzonder door de uitnodiging van onderzoekers in geschiedenis en studenten te bevorderen.

10° Zich verbinden tot de deelname aan het netwerk beschreven in artikel 1, 7°.

11° Erkende Centra voor Private Archieven zijn verplicht om ieder jaar aan de Regering, de Raad voor de Centra voor Private Archieven en de Administratie een verslag over de werkzaamheden, een administratief verslag en financieel verslag voor te leggen waarin de verwezenlijkingen en projecten vermeld worden.

*Deel 3. — De subsidiëring*

**Art. 3.** Binnen de grenzen van de budgettaire gelden kan de Regering een jaarlijkse subsidie toekennen aan de erkende Centra voor Private Archieven die aan de volgende minimumvereisten voldoen :

1° Verzamelen, klasseren, inventariseren en het verzekeren van de fysieke bewaring van de archieven bedoeld in artikel 1 ofwel ter plaatse, ofwel als gedecentraliseerde verantwoordelijkheid.

2° Deze archieven toegankelijk maken voor het publiek met naleving van de betrokken conventies over schenking, bewaring en beheer binnen de wettelijke termijnen van bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

3° Beschikken over een lokaal voor de bewaring evenals een zaal voor de raadpleging van de archieven, die openstaat voor het publiek.

4° Beschikken over of overgaan tot het in dienst nemen :

1) van minstens één wetenschappelijke verantwoordelijke die het diploma van licentiaat geschiedenis behaald heeft aan een Belgische universiteit of waarvan de gelijkstelling officieel erkend werd op grond van de wetgeving inzake de toekenning van academische graden.

2) van minstens één administratieve verantwoordelijke die het diploma van licentiaat geschiedenis behaald heeft aan een Belgische universiteit of waarvan de gelijkstelling officieel erkend werd op grond van de wetgeving inzake de toekenning van academische graden, of houder is van een graduaatsdiploma in bibliotheekwetenschap of van een diploma van bibliothecaris-documentalist uitgereikt door de Franse Gemeenschap.

De Regering bepaalt de lijst van andere titels en graden die eventueel in aanmerking kunnen komen voor 1) en 2).

5° Beschikken over een inventaris van de bewaarde of behandelde fondsen en verzamelingen van archieven, die beschikbaar is voor het publiek.

6° Voldoen aan de technische voorwaarden gedefinieerd in artikel 12, met de bedoeling dat een groot en verscheiden publiek tot de archieven toegang kan hebben.

7° Deelnemen aan wetenschappelijk onderzoek op lokaal niveau, gewestelijk niveau, gemeenschapsniveau en internationaal niveau, in het bijzonder door de uitnodiging van onderzoekers in geschiedenis en studenten te bevorderen.

8° Deelnemen aan het netwerk beschreven in artikel 1, 7°.

**Art. 4.** Binnen de grenzen van de budgettaire gelden kent de Regering de jaarlijkse subsidie toe aan de Centra die door de Franse Gemeenschap erkend zijn op grond van dit decreet, en deze subsidie omvat :

— de salarissubsidies voor de personen die onmisbaar zijn voor de goede werking van het centrum, bedoeld in artikel 3 van dit decreet,

- een forfaitaire werkingstoelage,
- een toelage in functie van de werkelijk gepresteerde activiteiten.

Voor de berekening van de salarissubsidies legt de Regering de loonschalen vast en de voorwaarden die hieraan verbonden zijn.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de berekening en de controle van de toekenning van de subsidies.

**Art. 5.** De toekenning van een subsidie overeenkomstig dit decreet sluit het recht op subsidies die toegekend worden op grond van andere wetten of voorschriften waaraan het Centrum voor Private Archieven zou voldoen, niet uit.

**Art. 6.** De jaarlijkse subsidie van de Franse Gemeenschap wordt in twee schijven betaald : de eerste schijf komt overeen met 75 % en wordt ten laatste op het einde van het tweede trimester van het betrokken jaar betaald. Het saldo van de subsidie wordt ten laatste drie maanden na het tonen van de vereiste bewijsstukken betaald.

#### *Deel 4. — De opschorting of intrekking van de subsidiëring en/of de erkenning*

**Art. 7.** De erkenning of de subsidiëring kunnen door de Regering opgeschort worden als het erkende Centrum voor Private Archieven niet meer voldoet aan de voorwaarden vastgelegd door of krachtens dit decreet.

De opschorting kan slechts worden uitgesproken nadat het Centrum voor Private Archieven door middel van een aangetekende brief verzonden met de post aangemaand werd om zich te voegen naar de bepalingen voorzien door of krachtens dit decreet.

Een termijn van drie maanden moet verstrijken tussen bovengenoemde aanmaning en de beslissing tot opschorting van de erkenning of van de subsidiëring, waarbij deze beslissing door middel van een aangetekende brief verzonden met de post bekend gemaakt wordt.

**Art. 8.** Het recht op erkenning of subsidiëring wordt ingetrokken als het erkende Centrum voor Private Archieven niet bewijst dat het zich gevoegd heeft naar de bepalingen voorzien door of krachtens dit decreet binnen een termijn van zes maanden te tellen de dag nadat de beslissing tot opschorting bedoeld in artikel 7 werd opgestuurd.

De intrekking wordt door de Regering aan het Centrum voor Private Archieven bekend gemaakt door middel van een aangetekende brief verzonden met de post.

**Art. 9.** De intrekking van de erkenning brengt de intrekking van de subsidiëring met zich mee. Een nieuwe erkenning van het Centrum voor Private Archieven kan door de Regering toegekend worden op advies van de Raad voor de Centra voor Private Archieven zodra het Centrum het bewijs kan leveren dat de voorwaarden voor erkenning opnieuw vervuld zijn.

#### *Deel 5. — De Raad voor de Centra voor Private Archieven*

**Art. 10.** Er wordt een Raad voor de Centra voor Private Archieven opgericht. De Raad voor de Centra voor Private Archieven geeft uit eigen beweging of op verzoek van de Regering advies en aanbevelingen. De Raad voor de Centra voor Private Archieven mag een beroep doen op externe experts.

De Raad voor de Centra voor Private Archieven organiseert ten minste één maal per jaar, of vaker indien het dit nodig acht, een gemeenschappelijke bijeenkomst van de Raad voor de Centra voor Private Archieven en het Comité.

De opdrachten van de Raad voor de Centra voor Private Archieven zijn voornamelijk het uitbrengen van advies aan de Regering over het algemene archievenbeleid in de Franse Gemeenschap en over de aanvragen tot erkenning en subsidiëring.

Na het horen van de Centra, overhandigt de Raad voor de Centra voor Private Archieven een jaarlijkse evaluatie aan de Regering over de jaarlijkse verslagen die de Raad van de Centra ontvangen heeft en over de activiteiten die de Centra verwezenlijkt hebben. Dit verslag wordt eveneens door de Raad voor de Centra voor Private Archieven aan de Centra bezorgd.

De Raad is samengesteld uit acht belangrijke persoonlijkheden die erkend worden voor hun capaciteiten op het gebied van hedendaagse archiefwetenschap, waarvan er één erkend wordt op internationaal niveau en twee anderen voor hun capaciteiten op het gebied van nieuwe technologieën alsook drie leden van het academisch en wetenschappelijk personeel van de Franstalige universiteiten die de titel van licentiaat geschiedenis of licentiaat in de informatiewetenschappen en documentatie uitreiken.

#### *Deel 6. — Het Adviescomité*

**Art. 11.** Er wordt een adviescomité opgericht.

Het Adviescomité is met recht samengesteld uit een wetenschappelijke vertegenwoordiger van elk van de erkende Centra voor Private Archieven en van elk van de gesubsidieerde Centra voor Private Archieven en twee belangrijke persoonlijkheden die erkend worden voor hun capaciteiten op het gebied van hedendaagse archiefwetenschap.

Het Comité kan een beroep doen op externe experts.

Het Comité komt ten minste drie maal per jaar samen.

De opdrachten en doelstellingen van het Comité zijn in het bijzonder :

- 1) de ontwikkeling en het onderhoud van een netwerk tussen de Centra voor Private Archieven zoals gedefinieerd in artikel 1, 7°, met name door het uitbouwen van een synergie en gemeenschappelijke projecten,
- 2) de bepaling van gemeenschappelijke wetenschappelijke en technische procedures,
- 3) het uitbrengen van advies aan de Raad voor de Centra voor Private Archieven over de technische normen die aangenomen moeten worden,
- 4) de bepaling van het beleid betreffende de technische uitrusting,

5) de garantie dat een zo breed mogelijk publiek toegang heeft tot de informatie, en dit in een democratische geest.

Het Comité kan aan de Voorzitter van de Raad voor de Centra voor Private Archieven schriftelijk de organisatie van een bijeenkomst van de Raad voor de Centra voor Private Archieven en het Comité over een bepaald thema aanvragen, naast de jaarlijkse bijeenkomst bepaald in artikel 10.

De Regering bepaalt aan wie zij het secretariaat van het Adviescomité toevertrouwt.

Het Adviescomité bezorgt jaarlijks een verslag over de werkzaamheden van de Centra voor Private Archieven aan de Raad voor de Centra voor Private Archieven.

*Deel 7. — De technische normen en voorwaarden voor bewaring*

**Art. 12.** De Regering bepaalt, na advies van de Raad voor de Centra voor Private Archieven, de normalisatie van de archiveringstechnieken eigen aan de sector, de voorwaarden voor bewaring en inzage van de documenten, en dit in het kader van de voorwaarden voor erkenning en subsidiëring van de private archieven gedefinieerd in de artikels 2 en 3.

De Regering bepaalt de kalender voor de toepassing van de normen en voorwaarden.

*Deel 8. — De intrekkingbepalingen en overgangsbepalingen*

**Art. 13.** De instellingen waar het personeel niet beschikt over de titels die vereist worden in artikel 3, 4°, 1) en 2) kunnen voorlopig toegang hebben tot de subsidiëring op voorwaarde dat het personeel kan bewijzen dat het over ten minste vijf jaar ervaring in de betrokken sector beschikt. Voor elke nieuwe indiening is het personeel verplicht om in te stemmen met de voorgeschreven regels.

**Art. 14.** De lopende conventies blijven van kracht tot op het einde van hun termijn.

Tot aan de oprichting van de Raad voor de Centra voor Private Archieven kan de Regering nieuwe centra erkennen zonder het verslag van de adviesinstantie.

De Raad voor de Centra voor Private Archieven moet opgericht worden op de eerste dag van de tweede maand nadat dit decreet in werking treedt.

**Art. 15.** 1° Het decreet van 14 juli 1994 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de Centra voor Private Archieven binnen de Franse Gemeenschap gewijzigd door het decreet van 22 december 1995 tot wijziging van het decreet van 13 juli 1994 houdende de erkenning en de subsidiëring van de Centra voor Private Archieven binnen de Franse Gemeenschap, worden ingetrokken.

2° Het besluit van 1 februari 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende de benoeming van de leden van de Raad voor de Centra voor Private Archieven van de Franse Gemeenschap van België gewijzigd door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 februari 1997 tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 februari 1995 houdende de benoeming van de leden van de Raad voor de Centra voor Private Archieven van de Franse Gemeenschap van België, worden ingetrokken.

3° Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 1995 betreffende de goedkeuring en de subsidiëring van de Centra voor Private Archieven, wordt ingetrokken.

*Deel 9. — De inwerkingtreding*

**Art. 16.** Dit decreet treedt in werking op de dag die door de Regering wordt vastgelegd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 12 mei 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,  
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten  
toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,  
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. N. MARECHAL

—  
Nota

(1) *Zitting 2003-2004*

Stukken van de Raad. – Ontwerp van decreet, nr. 536-1. – Verslag, nr. 536-2.

*Integraal verslag.* – Bespreking en aanneming. – Vergadering van 5 mei 2004.